

# Une nouvelle gouvernance mondiale pour le développement durable

Paris, 14-15 avril 2003

Centre de conférences internationales de Kléber  
19, avenue Kléber, 75016 Paris

## Programme

**E**ntre le 11 septembre et le déclenchement de la guerre en Irak, les scénarios de construction de l'ordre mondial ont tous été remis en question. La perception des problèmes internationaux, leur hiérarchie ont été bouleversées par le retour des questions de sécurité sur le devant de la scène.

Pourtant, les autres problèmes globaux demeurent. Depuis le Sommet du Millénaire jusqu'à celui de Johannesburg, la communauté internationale s'est accordée sur un ensemble d'objectifs en matière de réduction de la pauvreté, de garantie des droits essentiels, de protection de l'environnement, donnant un contenu quantifié et précis au développement durable à l'échelle mondiale. Mais si des objectifs communs ont été définis, les moyens pour les mettre en œuvre restent vagues. Le manque d'engagements traduit ainsi les divergences de perspective des grands acteurs nationaux en matière de gouvernance mondiale. Deux visions coexistent. La vision institutionnaliste prône la définition d'un Etat de droit international fondé sur une architecture institution-

nelle reflétant les différents objectifs du développement durable. Cet Etat de droit implique, en perspective, un abandon de souveraineté dans certains domaines et la confiance dans un système de règles internationales conduisant les différents Etats à coopérer. La vision réaliste donne la priorité à l'égoïsme sacré des nations et à la défense de leurs intérêts vitaux. L'efficacité de cette défense repose sur les rapports de force et l'exercice du pouvoir, les institutions et leurs règles n'étant efficaces que dans la mesure où elles sont appuyées par la force.

Ces visions sont concurrentes et témoignent de préférences collectives divergentes quant à l'ordre international. Ces divergences paralysent les négociations intergouvernementales : là où les uns plaident pour l'action multilatérale, la consolidation des accords et des institutions, les autres ne croient qu'en l'action bilatérale et critiquent, au nom de l'efficacité et de la souveraineté, le système complexe des accords internationaux. Le défi est donc de partir de la pratique pour poser les problèmes de gouvernance et identifier d'éventuelles solutions. ■■■ suite page 4

Conférence organisée par l'Iddri, avec la participation et le soutien du ministère des Affaires étrangères, du ministère de l'Economie, des finances et de l'industrie et du ministère de l'Ecologie et du développement durable.

## Lundi 14 avril 2003

9h00 Accueil des participants, Centre de conférences internationales de Kléber.

9h30 Présentation du séminaire : **Laurence Tubiana**, directrice de l'Iddri (France).  
Introduction : **Jeffrey Sachs**, directeur de Earth Institute, Columbia University (Etats-Unis).

### Le multilatéralisme en jeu : problèmes communs et visions divergentes

9h40 **TABLE RONDE 1**

Président : **Ernesto Zedillo**, ancien président du Mexique, Yale University (Etats-Unis).

Introduction : **Thomas C. Heller**, Shelton Chair Professor of International Legal Studies, Stanford University (Etats-Unis).

Panel : **Gang Fan**, directeur du National Institute for Economic Research (Chine) ; **Mary Kaldor**, directrice du Center for the Study of Global Governance, London School of Economics (Royaume-Uni) ; **Stephen Krasner**, Institute for International Studies, Stanford University (Etats-Unis) ; **Zaki Laidi**, chercheur au Centre d'études et de recherches internationales (France) ; **André Sapir**, Commission européenne ; **Shujiro Yazawa**, fondateur de l'Institute for the Study of Global Issues (Japon).

11h00 Pause café

11h30 Débat

12h50 Conclusion : **Lloyd Axworthy**, ancien ministre des Affaires étrangères du Canada, directeur du Liu Institute for Global Issues (Canada).

13h00 Déjeuner

### Relever les défis de la gouvernance mondiale

**DÉFI 1 ►**

Intégrer les acteurs économiques et la société civile dans les réseaux de gouvernance

14h30 **TABLE RONDE 2**

Présidente : **Nicole Notat**, présidente de Vigéo (France).

Introduction : **Elie Cohen**, directeur de recherche au CNRS, Iddri (France).

Panel : **Cândido Grzybowski**, directeur général de Ibase (Brésil) ; **Peter Haas**, University of Massachusetts (Etats-Unis) ; **Yuli Vorontsov**, président de AIG Financial Services (Fédération de Russie).

15h10 Débat

16h05 Conclusion : **Manuel Castells**, Universitat Oberta de Catalunya (Espagne).

16h15 Pause café

**DÉFI 2 ▶**  
Maîtriser la mondialisation pour plus d'équité et de justice sociale

**16h45 TABLE RONDE 3**

Président : *Ghassan Salamé*, ministre de la Culture (Liban).

Introduction : *Pierre Jacquet*, directeur exécutif chargé de la stratégie à l'AfD, Iddri (France).

Panel : *Isher Judge Ahluwalia*, School of Public Affairs, University of Maryland et présidente de l'Ifpri (Etats-Unis) ; *Tony Atkinson*, directeur de Nuffield College, Oxford (Royaume-Uni) ; *Paul Collier*, directeur du Development Research Group, Banque mondiale ; *Nader Fergany*, directeur de Almishkat (Egypte).

**17h30** Débat

**18h30** Conclusion : *Fernando Calderón Gutiérrez*, conseiller régional au Pnud (Bolivie).

## Mardi 15 avril 2003

**DÉFI 3 ▶**  
Garantir l'accès aux biens publics globaux : environnement et ressources naturelles

**9h00 TABLE RONDE 4**

Président : *Georges Soros*, président de Soros Fund Management (Etats-Unis).

Introduction : *Claude Henry*, directeur de recherche à l'Ecole polytechnique, Iddri (France).

Panel : *Patrick Alley*, directeur exécutif et cofondateur de Global Witness (Royaume-Uni) ; *Sunita Narain*, directrice du Centre for Science and Environment (Inde) ; *Mark Ritchie*, président de l'Institute for Agriculture and Trade Policy (Etats-Unis) ; *David Runnals*, président de l'International Institute for Sustainable Development (Canada).

**9h50** Débat

**10h35** Conclusion : *Achim Steiner*, directeur général de l'IUCN (Suisse).

**10h45** Pause café

## Définir des initiatives pour la gouvernance mondiale

**11h15 TABLE RONDE 5**

Président : *Craig Kennedy*, président du German Marshall Fund of the USA.

Introduction : *Jean Pisani-Ferry*, Université Paris-Dauphine et Iddri (France).

Panel : *Jorge Castañeda*, ancien ministre des Affaires étrangères du Mexique, New York University (Etats-Unis) ; *Jeremy Hobbs*, directeur exécutif de Oxfam International (Royaume-Uni) ; *Ahmedou Ould Abdallah*, représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest ; *Jean-François Rischard*, vice-président Europe de la Banque mondiale.

**12h00** Débat

**12h50** Conclusion : *Jan Pronk*, ancien ministre de l'Environnement (Pays-Bas), président de l'International Institute for Environment and Development (Royaume-Uni).

**16h15** Réunion de travail à l'Elysée, présidée par Monsieur *Jacques Chirac*, président de la République.

www.iddri.org

institut du développement durable et des relations internationales

6, rue du Général Clergerie  
75116 Paris – France  
www.iddri.org  
iddri@iddri.org

Téléphone : 01 53 70 22 35  
Télécopie : 01 53 70 21 45

■ ■ ■ Si le processus intergouvernemental global est bloqué, que faire ? Plusieurs pistes témoignent des dynamiques déjà enclenchées : les accords régionaux, la constitution de coalitions partielles (*coalition of the willing*) rassemblent des pays qui veulent agir. La question est de savoir si on peut réaliser les objectifs collectifs à partir de ces dynamiques et si elles sont porteuses d'un nouveau cadre de gouvernance.

Face aux objectifs du Millénum, les Etats ont renvoyé, explicitement ou implicitement, une partie de la responsabilité aux acteurs privés, aux ONG, aux collectivités locales. Ces acteurs s'associent entre eux, parfois avec les gouvernements et les institutions publiques internationales, parfois sans eux. Ils produisent des normes, s'engagent dans des approches contractuelles, influencent le processus de négociation formel. Quelle place faut-il réserver à l'émergence des normes privées ? Quelle articulation avec le processus de production de normes publiques ? Quel peut être le rôle respectif des différents acteurs dans la définition, la mise

en œuvre et la surveillance des engagements ?

Les réseaux mondiaux d'acteurs, réseaux militants, professionnels, de partage des connaissances, sont une modalité de réponse. Ces réseaux sont un des moyens de coordination proposés aujourd'hui pour faire face aux problèmes globaux. Peuvent-ils être une modalité efficace, légitime, équitable d'action collective ?

La réalisation des objectifs du Millénum et de Johannesburg en matière de développement, d'accès à l'eau, à la santé, à la sécurité alimentaire, de protection de l'environnement, implique des réponses coordonnées. Aucun des acteurs majeurs du système international ne propose actuellement de cadre acceptable par tous les autres. Une réflexion transatlantique est à mener pour réduire des divergences qui sont aujourd'hui un facteur de risque majeur pour la stabilité du système international. Mais au-delà, la construction d'un système de gouvernance capable de garantir un développement durable devra intégrer les objectifs spécifiques des pays en développement.